

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 20/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TECHNIMA FRANCE SAS (ex SOPPEC - Entrepôt)

rue Ampère - ZI
16440 Nersac

Références : 2024 078 UbD 16-86 Env

Code AIOT : 0007207263

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2025 dans l'établissement TECHNIMA FRANCE SAS (ex SOPPEC - Entrepôt) implanté 13 rue Ampère ZI de Nersac 16440 Nersac. L'inspection a été annoncée le 14/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée du fait de la visite du site usine voisin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TECHNIMA FRANCE SAS (ex SOPPEC - Entrepôt)
- 13 rue Ampère ZI de Nersac 16440 Nersac
- Code AIOT : 0007207263
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

TECHNIMA France est une société de production de bombes aérosols. Elle appartient au groupe TECHNIMA dont le siège social est situé à Nersac. Ce groupe possède 9 filiales (8 en Europe et 1 au Canada).

Les bombes aérosols sont utilisées à 90% par le BTP, le reste pour du marquage forestier, de l'événementiel et des manifestations sportives.

Le site logistique emploie 8 personnes. Les horaires de fonctionnement sont du lundi au vendredi de 7h à 18h. Ce bâtiment sert de stockage pour les aérosols qui sont produits par l'usine. Une navette intersite est assurée par un transporteur pour entreposer les aérosols produits dans la cellule A.

En moyenne il y en a 800 000. Le bâtiment est composé d'une deuxième cellule beaucoup plus petite qui sert à entreposer des accessoires de marquage, de matière première pour l'usine et des archives.

L'établissement avait évoqué en 2024 un projet d'augmenter les capacités de stockage de son entrepôt afin de le faire passer potentiellement Seveso Seuil Haut. Ce projet a été abandonné, l'exploitant mettant en place des solutions de R&D pour davantage substituer les aérosols inflammables par d'autres produits tout en garantissant la qualité.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 2 | Ressources en eau et mousse | Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 7.7.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 3 | Redondance au niveau du groupe diesel | Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 7.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 4 | Plan d'opération interne | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 5 | Entretien du système d'extinction automatique | Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 7.7.3 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 6 | Remplacement des émulseurs par des non fluorés | Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1 | Demande d'action corrective | 5 mois |
| 8 | Confinement des eaux d'extinction | Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 7.7.6 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 10 | Rétention émulseur | Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 7.6.3 | Demande d'action corrective | 5 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------------|--|-------------------|
| 1 | Rétention du local à fioul | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67 | Sans objet |
| 7 | Stockage d'aérosols | Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 1 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 9 | Détection présence de gaz local batteries | Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 8.1.1.8 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la présente inspection, il a été relevé plusieurs constats requérant des actions correctives en lien avec les thématiques suivantes : la prévention des pollutions (confinement des eaux d'extinction) et la maîtrise du risque incendie.

Pour les écarts observés, il est demandé une correction dans les délais cités dans le présent rapport. Dans le cas où les écarts ne seraient pas résorbés auxdites échéances, une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) pourra être faite à Monsieur le préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention du local à fioul

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67 |
| Thème(s) : Risques chroniques, conformité |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 67 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 - Ventilation des locaux Les locaux (...) recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p> <p>Constat lors de l'inspection de novembre 2023 :</p> <p>La rétention autour de la cuve a été mise en place et est conforme à la prescription. Une forte odeur de fioul est présente. En référence à l'article 7.2.2. de l'AP du 15/10/2007, et de l'article 67 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des accidents majeurs, l'exploitant doit faire le nécessaire pour éviter que le local à fioul est une atmosphère nocive ou explosible en raison des émissions diffuses d'hydrocarbures. La pièce manque de ventilation pour évacuer les émanations d'hydrocarbures.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a procédé à des mesures d'ambiance par l'APAVE en mars 2024 et aucune zone ATEX n'est à retenir dans la configuration actuelle du local de la cuve à fioul.</p> <p>Ainsi, il s'avère que le local en l'état n'est pas propice à la création de zone ATEX par les émanations ambiantes d'hydrocarbures lourds (fioul).</p> <p>Aussi lors de l'inspection, l'inspecteur n'a pas relevé, dans le local sources, d'odeur notable de fioul.</p> |

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 7.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

[...]

- un système d'extinction à mousse à haute expansion (taux de foisonnement supérieur à 200) protégeant la cellule A. Le temps de remplissage de cette cellule est fixé à 3 minutes. La mise en fonctionnement automatique de cette installation est signalée par le déclenchement d'une alarme. L'installation est asservie à la détection incendie lors de la détection de deux des trois types de détecteurs mis en place ou par déclenchement manuel. L'installation est vérifiée semestriellement.

[...]

Constat lors de l'inspection de novembre 2023 :

Système d'extinction à mousse à haute pression vérifié par la société AAI le 10/03/2023 et 15/09/2023.

Pour les deux contrôles une non-conformité ressort : la hauteur de stockage est à plus de 4,6 m, hauteur à ce jour de plus de 5,5 m. Cela concerne la cellule A. L'exploitant a obtenu une dérogation pour la hauteur.

Observation lors du contrôle du 15/09/2023 :

- Tension batterie N°1 pendant l'appel de courant absorbé inférieur à 80 % de la tension normale. Effectuer son remplacement. L'exploitant prévoit de le faire prochainement par la société AAI.
- Présence d'une fuite d'huile sur la vanne prostatique du système de refroidissement. Aucune réparation n'a encore été faite.

L'exploitant doit s'assurer que les batteries soient toujours opérationnelles afin que le courant absorbé soit toujours optimal en cas de coupure électrique.

L'exploitant doit réparer la fuite sur la vanne prostatique au plus vite et avertir l'inspection.

Constats :

En réponse à l'inspection, l'exploitant avait indiqué que la batterie défaillante a été remplacée le 15/02/2024 et que la réparation de fuite d'huile au niveau du système de refroidissement du groupe motopompe a été effectuée le 13/03/2024.

Les justificatifs suivants ont été transmis :

-PV société AAI du 13/03/2024 : modification de la tuyauterie de refroidissement GMPD ;
-PV société SMI du 15/02/2024 : remplacement de la batterie mais précision que des devis sont à faire pour « vanne hydraulique, extraction de 2 vis sur la bride d'admission et vanne de by pass sans poignée ».

| |
|---|
| Selon l'exploitant, cela a été réalisé. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de justifier que le constat du PV SMI suivant - « vanne hydraulique, extraction de 2 vis sur la bride d'admission et vanne de by pass sans poignée » - est corrigé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Redondance au niveau du groupe diesel

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 7.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : L'exploitant définit une politique de prévention des accidents majeurs conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000. Il définit les objectifs, les orientations et les moyens pour l'application de cette politique. Les moyens sont proportionnés aux risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers. L'exploitant assure l'information du personnel de l'établissement sur la politique de préventions des accidents majeurs et s'assure du maintien du niveau de maîtrise du risque. Le document exposant la politique de l'établissement en matière de prévention des risques majeurs est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Constat de l'inspection du 29/05/2020 : Il n'existe pas de redondance au niveau du groupe diesel : si le groupe n'est pas disponible, l'extinction est hors service. La maintenance du groupe peut durer 2-3 jours. Durant cette période d'indisponibilité, les accès à la cellule A (stockage des aérosols) doivent être limités au strict minimum. Observations de l'inspection du 29/05/2020 : OBS 5 : L'exploitant a validé avec le prestataire externe la possibilité de réaliser les vérifications du groupe diesel en dehors des heures d'activité du site logistique. Ces dispositions devaient être appliquées à compter de 2018. 2 h d'intervention sont nécessaires pour la maintenance annuelle du groupe diesel. Elles sont calées avec le prestataire entre 6h et 8h du matin. Une vérification du système d'extinction à la mousse doit être faite tous les trois ans avec analyse de la qualité de l'eau et la vérification de la mousse. Pour cela les installations sont by-passées vers un camion citerne avec injection de la mousse dans le camion. Le dernier contrôle triennal a eu lieu début 2019. La vérification la plus compliquée a lieu tous les 6 ans et elle nécessite la vidange de la réserve d'eau. Le site peut rester 3 à 4 jours sans eau pour l'extinction. Aucune redondance n'est prévue |

| |
|--|
| <p>(cf. OBS 7). La dernière vérification a eu lieu en 2016. L'exploitant doit prévoir dans sa GMAO un rappel pour le respect des fréquences de contrôles.</p> <p>OBS 6 : Les comptes-rendus des derniers contrôles sont à transmettre à la réponse au présent compte-rendu.</p> <p>Constat lors de l'inspection de novembre 2023 :</p> <p>Le rappel pour le respect des fréquences de contrôles est maintenant intégré dans la GMAO. Il n'y a pas de redondance du groupe diesel en raison du devis trop élevé pour un deuxième groupe diesel par rapport à sa fréquence d'utilisation. L'entretien maintenance du groupe diesel s'effectue en dehors des heures de service (6h/8h du matin). Ainsi cette indisponibilité dure 2h par an et deux jours tous les 6 ans. Le rayonnage est vérifié tous les jours. Il y a une prévention quotidienne par les employés.</p> <p>En cas de panne inattendue du groupe diesel, l'exploitant définit de quelle manière le système d'extinction par la mousse pourra fonctionner. Ce dernier doit toujours être opérationnel.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le 18/12/2024, l'exploitant précise que le constat mis en lumière en novembre 2023 est toujours en cours d'évaluation.</p> <p>L'exploitant a remis en papier une étude de maîtrise du risque incendie : analyse de la nécessité du doublement du groupe Diesel. Le rapport est daté de janvier 2025 et est référencé 24-062. Les modélisations Flumilog ont été mises à jour, par rapport aux précédentes de 2007, et il est relevé que l'incendie généralisé de l'entrepôt logistique n'occasionnerait pas d'effets à l'extérieur des limites de propriété.</p> <p>L'exploitant a consulté le SDIS Sur le sujet et plusieurs recommandations ont été émises en ce sens.</p> <p>L'exploitant considère au regard de ce qui précède et du coût associé à l'ajout d'un 2nd groupe (environ 80 k€), le doublement du secours de la moto-pompe principale du site apparaît disproportionnée. L'inspection prend note des éléments transmis par l'exploitant.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Toutefois, il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de justifier de la prise en compte ou non (à justifier dans ce cas) des recommandations émises par le SDIS. L'exploitant détaillera comment ces recommandations ont été prises en compte dans l'organisation du site.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 4 : Plan d'opération interne

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI – annexe V |
| Prescription contrôlée : Annexe V : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 » a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ; f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ; h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ; i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023. j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté. |
| Constats : |

| |
|---|
| <p>Le POI a été mis à jour pour intégrer le bâtiment LI côté usine et cette mise à jour date du 27/11/2024.</p> <p>Le POI transmis n'intègre pas en revanche les dispositions de l'annexe V de l'AM du 26/05/2014. En outre, aucune disposition n'est précisée sur les prélèvements à réaliser en situation accidentelle et post accidentelle dans les différentes matrices (air, sol, eau...).</p> <p>L'exploitant précise que la mise à jour du POI interviendra très prochainement pour intégrer ce point eu égard de la mise à jour de l'étude de dangers du site usine prévue prochainement.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, d'intégrer les dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 dans son POI usine / entrepôt.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 5 : Entretien du système d'extinction automatique

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 7.7.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens dont :</p> <p>...</p> <p>-un système d'extinction à mousse à haute expansion (taux de foisonnement supérieur à 200) protégeant la cellule A. Le temps de remplissage de la cellule est fixé à 3 minutes. La mise en fonctionnement automatique de cette installation est signalée par le déclenchement d'une alarme. L'installation est asservie à la détection incendie lors de la détection de deux des trois types de détecteurs mis en place ou par déclenchement manuel. L'installation est vérifiée semestriellement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'installation d'extinction automatique est associée à une réserve fixe d'émulseur 5000 litres Profilm AR 3x3 (sa concentration d'utilisation est de 3%). L'émulseur fluoré doit être remplacement au courant de l'année 2025.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport AAI de vérification semestrielle du 25/11/2024 (la précédente datant du 09/02/2024). Une des non-conformités relevées au référentiel est une hauteur de stockage de plus de 4,6 m (qui est de 5,5 m ; à noter que les dernières modélisations des effets thermiques ont été réalisées à des hauteurs de stockage de 7 m et démontrent l'absence d'effets thermiques en dehors des limites de propriété). L'exploitant a obtenu une dérogation orale sur ce point par son assureur. Aucun écrit n'a été formalisé sur ce sujet.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'une réserve de 180 m³ d'eau et d'un groupe</p> |

| |
|--|
| <p>moto-pompe de 670 m³/h. Un essai de démarrage du groupe moto-pompe a été réalisé avec succès.</p> <p>En revanche, il a été constaté que les ventelles d'aération du local sources n'ont pas d'ouverture asservie au démarrage du groupe. Cette situation est susceptible d'induire un fonctionnement du groupe limité dans le temps de part le risque de mise à l'arrêt sur température haute du local. Cette situation pourrait avoir un impact sur la maîtrise d'un incendie.</p> <p>Lors de la visite de la cellule A où sont entreposés les bombes aérosols conditionnées, l'inspection a relevé la présence de générateurs de mousse en partie haute de la cellule dédiés à l'extinction de la zone. L'exploitant a indiqué ne procéder à aucune vérification de non obstruction de ces diffuseurs dans le temps.</p> <p>Enfin, il a été relevé que l'émulseur ne faisait pas l'objet d'analyse périodique et qu'une analyse physico-chimique avait été réalisée en décembre 2024. L'exploitant est en attente des résultats.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fournir un retour écrit de son assureur prenant acte de la possibilité de stocker les aérosols à des hauteurs supérieures à la norme APSAD ; - transmettre le résultat de l'analyse des émulseurs fluorés réalisée et de justifier que le taux de foisonnement mesuré est supérieur à 200 ; - justifier que l'émulseur non fluoré à mettre en place avant début juillet 2025 aura un taux de foisonnement conforme ; - asservir l'ouverture des ventelles du local sources au démarrage du groupe motopompe pour garantir un fonctionnement optimal et prolongé du sprinklage dopé à la mousse. <p>L'exploitant précisera également le mode opératoire qu'il compte mettre en œuvre pour réaliser les vérifications de non obstruction des diffuseurs des générateurs de mousse présents en partie haute de la cellule A.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 6 : Remplacement des émulseurs par des non fluorés

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de L'article 4.</p> <p>Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des</p> |

mélanges ou des articles

Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
- d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

Par courriel du 18/12/2024, l'exploitant avait indiqué que « les émulseurs présents sur les deux sites contiennent des éléments fluorés ».

Des devis sont en cours pour le remplacement des émulseurs. L'exploitant précise être en cours de consultation pour s'assurer que les émulseurs recherchés et proposés sont bien compatibles vis-à-vis des matériels d'extinction en place.

La justification de la qualification des émulseurs pourra être vérifiée sur le site du GESIP : <https://gesip.com/liste-des-emulseurs-qualifies>

L'exploitant devra remplacer les émulseurs de son système d'extinction automatique d'incendie et des PIA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- sous deux mois, de transmettre à l'inspection, un bon de commande pour le renouvellement des émulseurs par des non fluorés ;
- sous cinq mois, de justifier de l'effectivité du remplacement des émulseurs par des produits conformes et répondant au règlement européen du 20/06/2019 ;
- sous cinq mois, de transmettre les justificatifs d'évacuation des émulseurs fluorés dans une filière de traitement de déchets dangereux adéquate et de justifier que les contenants ont été soit remplacés soit assainis pour accueillir les nouveaux émulseurs non fluorés (dans ce cas dernier, justifier de l'envoi en filière ad hoc des effluents de lavage).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 7 : Stockage d'aérosols

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, conformité |
| Prescription contrôlée : 4320 - aérosols extrêmement inflammables : 1200000 aérosols soit 406 t en cellule A (poids moyen d'un aérosol : 338 g). |
| Constats : Concernant la 4320, 350,84 t d'aérosols sont stockés dans l'entrepôt de stockage. L'exploitant indique recevoir un mail automatique dès lors que le million d'aérosols est atteint en stockage. Chaque jour environ 100000 aérosols sorte de l'établissement par camion. Le poids moyen pris en compte par aérosols dans l'AP était de 338 g soit 500 ml. Lors de la visite de la cellule A, l'inspection a bien constaté sur les cartons d'emballages que les aérosols avaient globalement une contenance de 500 ml ; ceci est cohérent avec l'approche de l'exploitant pour le classement 4320. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Confinement des eaux d'extinction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 7.7.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, conformité |
| Prescription contrôlée : En complément des rétentions internes de chaque cellule de stockage, le site dispose d'un bassin de rétention d'une capacité de 200 m ³ au minimum sur laquelle sont raccordées les cellules A et B. Les collecteurs raccordant les cellules au bassin de confinement sont équipés de vannes d'isolement. L'exploitant dispose également d'une capacité de confinement de 320 m ³ au niveau des quais de chargement. |
| Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les quais de chargement venaient collecter les eaux d'extinction de la zone de chargement uniquement. L'exploitant déclare que les deux cellules sont bien connectées à un réservoir de type géobox enterré de 200 m ³ mais sans avoir pu le justifier et sans qu'aucun accès physique ne soit possible pour s'en assurer. L'exploitant déclare également qu'il y a des clapets au niveau de chaque caniveau de collecte pour chacune des cellules et communiquant avec la rétention enterrée de 200 m ³ . Ces clapets sont |

| |
|---|
| <p>maintenus fermés par défaut car il y a un risque d'envoi d'eaux pluviales dans la rétention enterrée de 200 m³. Cette situation n'est pas satisfaisante ces clapets ayant vocation à éviter le retour de flamme vers la cellule du bâtiment qui n'est pas en feu. En l'état, les eaux d'extinction ne seraient pas orientées vers le bassin de 200 m³.</p> <p>L'exploitant indique qu'aucun contrôle des réseaux enterrés et de la rétention de 200 m³ n'est réalisé. L'exploitant ne connaît pas l'état d'étanchéité et d'intégrité du dispositif installé après 2009.</p> <p>Lors de la visite terrain, un essai de manœuvrabilité de la vanne d'isolement en aval des quais a été réalisé avec succès.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier que les réseaux enterrés sont bien intègres et étanches et que la capacité de rétention enterrée est bien de 200 m³ et maintenue en tant que telle en toutes circonstances ; - revoir l'organisation concernant le maintien ouvert ou non des clapets d'isolement de chaque cellule donnant vers le bassin de 200 m³. |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 9 : Détection présence de gaz local batteries

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 8.1.1.8</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le local de charge des batteries est équipé d'un système de détection de présence d'hydrogène.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite terrain, il a bien été relevé la présence d'une détection H2 dans le local de charges. La centrale de détection a été vue et était raccordée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 10 : Rétention émulseur

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 7.6.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.</p> |

| |
|--|
| |
| Constats : Lors de la visite terrain, il a été constaté que la cuve d'émulseur fluoré présente dans le local sources était dépourvue de rétention. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place sans délai une organisation visant à limiter tout épandage d'émulseur fluoré dans l'environnement en attendant le remplacement des émulseurs par des non fluorés au plus tard, prévu pour juillet 2025. Dans la négative, l'exploitant met en place une rétention dûment dimensionnée au niveau du stockage d'émulseur. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 5 mois |